

MOTION DU SDAS FO 37 REUNI EN AG DE SYNDICAT

le 21 janvier 2019.

Réuni en AG, le SDAS FO 37 constate que malgré l'exacerbation de l'extrême tension sociale qui traverse tout le pays, le chef de l'Etat et son gouvernement ont décidé de maintenir le cap des contres réformes.

Dans sa lettre aux Français le chef de l'Etat écrit :.../... « *Je n'ai pas oublié que j'ai été élu sur un projet, sur de grandes orientations auxquelles je demeure fidèle* ».../...

C'est clair, ce gouvernement droit dans ses bottes n'en a pas fini des attaques contre le salaire différé. Il prévoit toujours la contre-réforme de l'assurance chômage, la refonte du système des régimes de retraites et la réorganisation à marche forcée de la fonction publique.

Dans notre secteur de droit privé à délégation de mission de service public, les salaires sont bloqués, le droit conventionnel est sans cesse remis en question et la dégradation des conditions de travail augmente en même temps qu'explorent la précarité et les déqualifications des postes de travail.

Sur ces questions, le SDAS FO 37 a largement alerté les élus du département, les pouvoirs publics, les autorités de tarifications et de contrôle et les associations gestionnaires des difficultés extrêmes que rencontrent les salariés du secteur pour exercer leurs missions.

Partout, nous assistons à la rupture des missions de Service Public.

Notre fédération nationale a relayé les préoccupations du SDAS FO 37 comme celles des salariés du secteur particulièrement en matière d'augmentation des salaires !

Les gouvernements successifs ignorent nos légitimes revendications depuis trop longtemps. Alors que le gouvernement MACRON/ PHILIPPE a décidé une fois pour toute de ne pas répondre aux revendications que porte la confédération Force Ouvrière, le SDAS FO37 déclare à l'instar de l'UD FO 37 dans son communiqué du 19 janvier 2019 :

FO - un syndicat pas un parti- n'a pas à cautionner, plébisciter, ni venir étayer dans un grand débat national une quelconque politique gouvernementale, surtout lorsque cette politique est triplement criminelle : socialement, économiquement et politiquement !

L'heure est à la mobilisation générale pour la satisfaction de nos revendications, pas à la concertation dans l'enfumage du grand débat national !

Résister, revendiquer, reconquérir !!